Jean BAUBÉROT, *La loi de 1905 n'aura pas lieu. Histoire politique des séparations des Églises et de l'État (1902-1908). Tome 1 : L'impossible « loi de liberté » (1902-1905)*

Avec Dorra Mameri-Chaambi, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2019, 430 p.

Philippe Portier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/57137>

DOI : 10.4000/assr.57137

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2020

Pagination : 140-143

ISBN : 978-2-7132-2826-1

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Philippe Portier, « Jean BAUBÉROT, *La loi de 1905 n'aura pas lieu. Histoire politique des séparations des Églises et de l'État (1902-1908). Tome 1 : L'impossible « loi de liberté » (1902-1905)* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 192 | octobre-décembre 2020, mis en ligne le 31 décembre 2020, consulté le 22 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/assr/57137> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.57137>

Ce document a été généré automatiquement le 22 janvier 2021.

© Archives de sciences sociales des religions

Jean BAUBÉROT, *La loi de 1905 n'aura pas lieu. Histoire politique des séparations des Églises et de l'État (1902-1908). Tome 1 : L'impossible « loi de liberté » (1902-1905)*

Avec Dorra Mameri-Chaambi, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2019, 430 p.

Philippe Portier

RÉFÉRENCE

Jean BAUBÉROT, *La loi de 1905 n'aura pas lieu. Histoire politique des séparations des Églises et de l'État (1902-1908). Tome 1 : L'impossible « loi de liberté » (1902-1905)*, avec Dorra Mameri-Chaambi, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2019, 430 p.

- 1 Jean Baubérot avait déjà beaucoup écrit sur la laïcité. Son œuvre s'agencait jusqu'à la parution de l'ouvrage ici évoqué autour de trois grands pôles. Il nous a proposé d'abord, au tournant des années 1980-1990, une histoire longue de la laïcité hexagonale, comme on le voit dans *La laïcité quel héritage ? De 1789 à nos jours* (Labor et Fides, 1990), puis dans son *Que sais-je ?* de 2000, *Histoire de la laïcité française*. Très vite, alors qu'il venait, en 1991, d'être élu sur la chaire « Histoire et sociologie de la laïcité » à l'École pratique des hautes études, son regard s'est décentré : nombre d'observateurs considèrent que la laïcité constitue une singularité française ; il ose le pluriel en dirigeant en 1994 un ouvrage collectif sur les laïcités dans l'Union européenne, *Religions et laïcité dans l'Europe des douze* (Éditions Syros). C'est là le point de départ d'un travail comparatiste qui trouvera son couronnement dans le texte qu'il publie en 2011 avec Micheline Milot, *Laïcités sans frontières* (Éditions du Seuil). Enfin, dans des ouvrages comme *La laïcité*

expliquée à M. Sarkozy et à ceux qui écrivent ses discours (Albin Michel, 2008) et *La laïcité falsifiée* (La Découverte, 2012), il s'emploie à saisir les développements les plus récents de la laïcité française, en questionnant la légitimité du tournant identitaire qui la caractérise depuis une quinzaine d'années. Appelée à se déployer en trois volumes, *La loi de 1905 n'aura pas lieu* ajoute une pierre nouvelle à l'édifice : il s'agit là de faire retour aux conditions d'élaboration de la loi du 9 décembre 1905, dont on sait qu'elle est, comme l'écrit le Conseil d'État, la « clé de voûte » du régime français des cultes. La trilogie annoncée embrassera trois moments, de 1902 à 1908. Le premier tome, ici présenté, s'intéresse aux années 1902-1904.

- 2 Sans doute des ouvrages fondateurs, ceux de Jean-Marie Mayeur, de Maurice Larkin ou d'Émile Poulat, avaient-ils déjà exploré bien des terres jusqu'alors inconnues : ils avaient montré en particulier que la laïcité originelle était plus libérale qu'on ne le dit ordinairement. Jean Baubérot s'inscrit dans la filiation de Jean-Marie Mayeur, de Maurice Larkin ou d'Émile Poulat, la *dream team* selon son expression : son texte manifeste le même souci de l'archive, le même intérêt pour les débats parlementaires, la même attention aux oppositions politiques. Où réside alors son apport spécifique ? Le livre de Jean Baubérot se distingue, d'abord, par sa substance. L'auteur veut tout voir. Avec sa collaboratrice, Dorra Mameri-Chaambi, il a rassemblé une documentation d'une ampleur inédite qui permet à ses lecteurs de pénétrer dans les arcanes de la presse nationale et provinciale, de saisir par le menu les discussions des acteurs politiques lors des séances plénières et des réunions des commissions des assemblées, de suivre aussi les interventions au sein des mouvements libres-penseurs et de l'Église. L'ouvrage marque ensuite par sa méthode. On a souvent pris l'habitude, sous l'influence de l'école des *Annales*, de privilégier la puissance des structures. René Rémond avait naguère, dans *Pour une histoire politique* (Éditions du Seuil, 1988), voulu réhabiliter le jeu de l'acteur et de l'événement. En suivant au jour le jour Combes, Jaurès, Briand, Clémenceau, Jean Baubérot insiste lui aussi sur les stratégies des individus, elles-mêmes dépendantes de la conjoncture. À ce postulat s'attache l'idée, qui est au centre de sa démonstration, que le propre de l'histoire est de n'être jamais écrite : ce qui est aurait pu ne pas être.
- 3 Entrons dans le contenu de l'ouvrage. Jean Baubérot insiste en premier lieu sur la mise à l'agenda politique en 1902, à la faveur de la victoire du Bloc des gauches, de la question de la « séparation des Églises et de l'État ». Sans doute, depuis les années 1860, les républicains font-ils de l'abrogation du régime concordataire (instauré par Napoléon Bonaparte) un élément central de leur programme. Ils considèrent que l'association officielle de l'État avec certains cultes attente à l'autonomie du politique et induit un régime d'inégalité entre les citoyens. Il reste que ce projet, qui donne lieu à plusieurs propositions de loi, n'aboutit pas : « Pour certains candidats, explique l'auteur, la Séparation représente un argument électoral qu'ils s'empressent d'oublier devenus députés ». Deux raisons permettent d'expliquer cette oblitération. D'une part, dit-on, le peuple, encore puissamment chrétien, n'est pas mûr pour accepter l'abrogation du concordat. D'autre part, à travers les mesures de police qui l'accompagnent, le concordat est un instrument utile de surveillance des cultes, et notamment de l'Église catholique. Or, l'histoire s'accélère en 1903-1904. L'évolution d'Émile Combes en est l'indication la plus claire. Dans son discours d'Auxerre du 4 septembre 1904, le chef de la majorité en appelle au « divorce », si possible « par consentement mutuel ». Cette mutation procède de la dynamique des événements. Le

contexte n'est plus en effet celui des années 1880-1890. La relation est alors autrement plus tendue entre l'Église et l'État : l'affaire Dreyfus et la politique anticongréganiste qui en a résulté ont aggravé la guerre des deux France, conduisant en juillet 1904 à la rupture des relations diplomatiques avec le Saint-Siège. Le concordat devient inapplicable et la séparation inéluctable, aux yeux désormais de la plus grande partie des républicains.

- 4 La séparation donc, mais laquelle ? S'arrêtant sur les travaux de la commission des trente-trois constituée en 1903 et animée par Aristide Briand, Jean Baubérot insiste sur la pluralité des positions au sein du camp républicain. Ceux qui penchent en faveur de l'hypothèse séparative n'ont rien d'un bloc. Il existe plusieurs manières de l'envisager sur la période, sachant, du reste, que les positions des uns et des autres, celles mêmes d'Aristide Briand, ne demeurent pas toujours inchangées à travers le temps. L'ouvrage, qui s'appuie sur la typologie établie dans *Les sept laïcités* (Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2015), nous confronte à deux grandes familles de pensée. La première définit une séparation de contrôle. Combes l'incarne bien sûr, mais sur un mode moins outré qu'on ne le dit habituellement. Il demeure spiritualiste, et admet le droit pour l'Église d'avoir (pour un temps encore) des écoles diocésaines, bien qu'il entende en finir avec les écoles congréganistes. D'autres, comme Maurice Allard, député du Var, vont plus loin : attachés au modèle de la Convention montagnarde, ils entendent développer une politique de déchristianisation, ce dont témoigne par exemple leur dessein d'instituer le monopole scolaire. La seconde école définit une séparation de la liberté. Ses défenseurs voient certes dans l'Église une force rétrograde qui fait obstacle à l'expansion des Lumières. Mais ils jugent nécessaire, au nom du respect que la République doit à ses propres principes, que les catholiques puissent bénéficier des mêmes libertés d'organisation et de communication que les autres groupes. Au sein de ces « libéraux », deux groupes également se font face. Pour les uns, comme Jaurès et Briand, la liberté de croyance se définit comme une liberté collective, respectueuse des règles d'organisation des institutions ecclésiales ; pour les autres, réunis autour de Clémenceau et Buisson, elle constitue d'abord une liberté individuelle, contre laquelle ne sauraient prévaloir les normes canoniques. Le débat autour de l'article 4 de la future loi met en lumière cette opposition. Briand considère que la loi doit spécifier que les associations cultuelles nouvellement créées « devront se conformer aux règles d'organisation du culte dont elles se proposent d'assurer l'exercice ». Clémenceau tient pour sa part que c'est là consacrer le pouvoir de la hiérarchie sur les croyants, quand il faudrait, au contraire, faire droit, comme le requiert le droit moderne, à la seule liberté d'association des fidèles.
- 5 Le débat donnera raison à Aristide Briand : la République, selon son expression, « traitera l'Église de façon juste et libérale ». Le texte adopté en décembre 1905 n'a nullement en effet les rigueurs gallicanes des propositions et projets antérieurs d'Émile Combes ou de Francis de Pressensé. Il consacre la liberté de croire et de ne pas croire, et laisse à l'Église le pouvoir de s'organiser à son gré, dans le respect de ses normes internes. Pourquoi ce modèle l'a-t-il emporté ? On peut éclairer la question en opérant un rapide détour par l'analyse du politiste norvégien Jon Elster. Celui-ci repère deux modèles de la décision. Le premier est celui de la *délibération* : on se met d'accord à partir d'une conversation fondée sur l'échange d'arguments. Le but est le consensus. Le second est celui de la *négociation* : chacun des interlocuteurs se trouve saisi par le sentiment que l'autre le menace. La peur gagne les protagonistes, ce qui les entraîne à construire un compromis. À suivre Jean Baubérot, la discussion de 1903-1905 relève du

second modèle. Notre auteur estime que la « passion » a été, bien plus que la « raison », le premier moteur de la fabrique de la loi de 1905. En fait, les deux camps – catholique et républicain – se trouvent alors, selon l'expression de Thomas Hobbes, l'un vis-à-vis de l'autre, dans la « position du gladiateur » : les catholiques, qui ont souffert de la politique anticongréganiste de Combes, craignent qu'on les enferme dans une religion des « granges » ; les républicains, qui se défient de la force persistante de l'Église, s'inquiètent de la possible déstabilisation de la République. Deux angoisses donc se font face, que réduiront les propositions modérantistes de Briand. Bien sûr, explique Jean Baubérot, le vote final de la loi en décembre 1905 verra s'affronter, comme deux blocs, la droite catholique d'un côté, la gauche républicaine de l'autre. Reste que dans les mois précédents, le centre-droit catholique, autour de Ribot, et le centre-gauche auront, par crainte du conflit ouvert, travaillé de concert, en souscrivant aux mêmes amendements, à une certaine convergence des points de vue. Le cadre est ainsi fixé, autour duquel les deux France pourront, au cours des décennies suivantes, se réconcilier, sans pour autant partager les mêmes attendus philosophiques.

- 6 Lors d'une manifestation organisée en décembre 2019 à la Maison des Sciences de l'Homme de Paris, l'auteur de ces lignes a pointé quelques éléments d'une possible discussion sur les thèses défendues l'ouvrage. L'un d'eux portait sur les déterminants de la délibération parlementaire : ne faudrait-il pas réhabiliter, plus que ne le fait Jean Baubérot, le facteur moral dans la configuration de la décision ? Briand fut incontestablement un « monstre de diplomatie », selon le mot de Barrès. Le stratège n'exclut cependant pas l'idéalisme : ses positions doivent beaucoup aussi, comme celles d'autres républicains, comme celles aussi de certains catholiques, à la nécessité kantienne d'inscrire le point de vue de l'autre dans son horizon de sens. La remarque voulait ouvrir sur les modes de fonctionnement de ce « parlement de l'éloquence », où la raison a droit de cité, probablement, tout autant que la passion. Question disputée simplement, après la lecture d'un ouvrage remarquable, tout à la fois alerte et savant.